

ORGANISATION POLITIQUE ET ADMINISTRATIVE DE LA FRANCE

Les Clubs développent leur activité dans un contexte institutionnel qu'ils ne peuvent ignorer. Au-delà de la réglementation qu'il faut impérativement connaître pour assurer l'encadrement de la pratique en toute sécurité et en toute légalité, les éducateurs et les dirigeants de clubs doivent savoirs quels sont leurs interlocuteurs pour obtenir les informations, autorisations et subventions dont ils ont besoin au niveau de l'état et des collectivités territoriales.

L'organisation politique et administrative de l'état

Le Président de la République : C'est le chef de l'état. Il est élu au suffrage universel pour 5 ans. Il nomme le Premier Ministre.

Le Gouvernement et les ministres : Le premier ministre est le chef du gouvernement. Les ministres sont nommés par le Président de la République, sur proposition du Premier ministre, pour faire partie du gouvernement. Le Gouvernement détermine et conduit la politique de la nation. Il élabore des lois qui sont votées par le Parlement.

A savoir : Le domaine sportif est administré en 2010 par le Ministère de la Santé et des Sports, assisté d'un secrétariat aux sports. Au gré des différents remaniements ministériels, l'appellation et les attributions de ce ministère peuvent changer.

Le Parlement : Il se compose de deux chambres qui proposent, discutent, amendent et votent les lois :

- **L'Assemblée nationale :** composée de 577 députés élus par les citoyens, pour 5 ans, au scrutin uninominal à deux tours.
- **Le Sénat :** composé de sénateurs (346 en 2010) élus pour 6 ans au suffrage indirect par les grands électeurs (députés, conseillers généraux et conseillers municipaux). Le renouvellement du Sénat se fait par moitié tous les 3 ans.

Les services administratifs de l'Etat

Ils sont chargés de faire appliquer les lois et de mettre en œuvre la politique de l'Etat.

Le gouvernement est représenté sur le territoire français par les préfets. Il y a un préfet dans chaque département, assisté de sous-préfets dans les arrondissements. Le préfet du département où se trouve le chef-lieu de la région est également préfet de région.

Le préfet représente, sur son territoire, le Premier ministre et chacun des ministres. Il est responsable de l'ordre public, de l'organisation des diverses élections et des secours en cas de catastrophe. Il est le chef de l'ensemble des services déconcentrés de l'Etat : les administrations ministérielles représentées au niveau régional et départemental.

A savoir : Chaque ministère est représenté au niveau régional et départemental par un service déconcentré. En l'absence, c'est la préfecture qui le représente. Les services déconcentrés de l'Etat dans le domaine sportif sont :

- Les DRJSCS (Directions Régionales de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale)
- Les DDI (Directions Départementales Interministérielles)

En plus de leur rôle de garant du respect des lois, le préfet et les directeurs régionaux et départementaux des différents services déconcentrés ont, auprès des collectivités territoriales, un rôle de conseil et de soutien. Le préfet joue également un rôle important dans les relations contractuelles, accords et conventions qu'il établit au nom de l'Etat avec les collectivités territoriales.

ORGANISATION POLITIQUE ET ADMINISTRATIVE DE LA FRANCE

Organisation des collectivités territoriales

Depuis la loi sur la décentralisation, il existe 3 niveaux de collectivités :

- Région
- Département
- Commune auxquelles s'ajoutent des structures de coopération intercommunales

Ces collectivités mettent en place des politiques spécifiques dans les domaines pour lesquels l'Etat leur a attribué la compétence.

Le Conseil régional : Le Président du conseil régional gère le budget, dirige le personnel et conduit la politique de la région principalement axée sur l'action économique, l'aménagement du territoire, la formation professionnelle, la construction et l'entretien des lycées.

Le Conseil général : Le Président du conseil général prépare et exécute les délibérations du Conseil général, gère le budget, nomme le personnel. Le département a de larges compétences : action sociale et sanitaire, construction et entretien des collèges, remembrement rural, organisation des transports scolaires.

L'intercommunalité : Cette expression désigne les différentes formes de coopération existant entre les communes. Cette structure est créée à l'initiative des communes. Son fonctionnement est assuré par une assemblée rassemblant des délégués des différentes communes, élus parmi les conseillers municipaux. Cette assemblée élit son président.

A la différence des précédentes collectivités territoriales, la structure intercommunale n'a pas de compétences limitées. Ce sont les communes qui décident des compétences qu'elles souhaitent lui transférer (ramassage des ordures, assainissement, transports urbains, développement économique, aménagement, urbanisme.)

Parmi les structures intercommunales, il existe :

- Les **communautés urbaines** (+ de 500 000 habitants)
- Les **communautés d'agglomération** (50 000 habitants regroupés autour d'une ou plusieurs communes de + 15 000 habitants)
- Les **communautés de communes**

La commune : C'est la plus petite subdivision administrative, mais aussi la plus ancienne, puisqu'elle a été instituée en 1789. Elle est gérée par un conseil municipal élu au suffrage universel direct tous les 6 ans qui élit en son sein un maire.

Le maire est l'exécutif de la commune qu'il représente et dont il gère le budget. Il est l'employeur du personnel communal et exerce les compétences de proximité (écoles, urbanisme, action sociale, voirie, transport ...)

La commune n'est pas tenue d'exercer des compétences particulières dans le domaine sportif.

A savoir : Les communes sont les principales interlocutrices des clubs sportifs. Elles peuvent leur accorder des subventions, des locaux, du matériel et éventuellement mettre à leur disposition du personnel.

Ces aides sont dépendantes des capacités financières de la municipalité, de ses choix politiques mais aussi de la notoriété du club, de ses résultats sportifs et des actions qu'il mène. Certaines communes souhaitent favoriser une cogestion avec les clubs sportifs. A cette fin, les clubs se regroupent au sein d'un office municipal des sports : OMS (associations loi 1901).

Les principes de l'autonomie

La décentralisation est un transfert de compétences de l'état à des institutions distinctes de lui : les collectivités territoriales. Elles bénéficient d'une autonomie de décision et de leur propre budget sous la surveillance du représentant de l'état : le Préfet. Cette relative autonomie lui permet de traiter localement la diversité des situations afin d'y apporter des réponses adaptées.

Définitions :

Déconcentration : permet à l'état de prolonger son action au plus près des citoyens. Des agents de l'état, répartis sur le territoire, ont un pouvoir de décision dans un cadre d'action défini par l'état.

Décentralisation : permet à l'état de déléguer une partie de ses pouvoirs à des organes autonomes, régionaux, départementaux ou locaux